



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 15/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES & MATERIAUX NORD-EST**

Technopole de NANCY Brabois  
10 rue du Bois de la Champelle  
54500 VANDŒUVRE-LÈS-NANCY

Références : 2024-2478  
Code AIOT : 0006203428

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement CARRIERES & MATERIAUX NORD-EST implanté Bois Fossé, Terre Vaine 54550 BAINVILLE-SUR-MADON. L'inspection a été annoncée le 24/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES & MATERIAUX NORD-EST
- Bois Fossé, Terre Vaine 54550 BAINVILLE-SUR-MADON
- Code AIOT : 0006203428
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMNE est autorisée par arrêté préfectoral 2002-613-1 du 3 décembre 2004, complété et modifié dernièrement par arrêté préfectoral complémentaire 2024-0073 du 13 mai 2024, à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur la commune de Bainville-sur-Madon jusqu'au 31 décembre 2024.

Une demande de prolongation de la durée de validité de l'autorisation pour une durée de 3 ans est actuellement en cours d'instruction ainsi qu'un dossier de demande de renouvellement et d'extension de la carrière.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

En dehors des points de constats, un point sur la présence du Grand Duc a été fait :

Du fait de sa présence sur la carrière, des aménagements spécifiques ont été préconisés et mis en œuvre par l'exploitant. Le nichoir, installé en 2019, a été occupé en 2021 mais ne l'est plus depuis, ce que confirme la visite du site ce jour.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prescriptions particulières	Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 5.1.5	Sans objet
2	Abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 5.2.5	Sans objet
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 5.5.3	Sans objet
4	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 5.5.8	Sans objet
5	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 5.4	Sans objet
6	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 30/06/2022, article 9.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux objectifs de cette inspection ont été de contrôler le respect des dispositions relatives à la prévention des pollutions et des tirs de mines ainsi que la bonne tenue des plans et registres.

Ces points ne font pas l'objet de non-conformité sur le site de la société Carrières et Matériaux Nord-Est à Bainville-sur-Madon.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prescriptions particulières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 5.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Préalable aux travaux d'exploitation de la parcelle 47
<b>Prescription contrôlée :</b>  .../... Une signalisation spécifique, visant à interdire tout type de rejet en dehors de l'aire étanche prévue à cet effet sera mise en place. Le pétitionnaire tiendra à la disposition du service de contrôle le registre des vidanges du séparateur d'hydrocarbures recueillant les eaux de l'aire étanche. .../...
<b>Constats :</b>  La signalisation attendue est bien mise en place au niveau de l'aire étanche. Le registre des vidanges du séparateur d'hydrocarbures recueillant les eaux de l'aire étanche a été consulté sur site. La dernière vidange, réalisée au minimum une fois par an, a eu lieu le 20 août 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Abattage à l'explosif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 5.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Abattage à l'explosif
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant définit un plan de tir pour l'abattage à l'explosif du gisement. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tris. Les tirs ont lieu les jours ouvrables.
<b>Constats :</b>  En 2023, 18 tirs ont eu lieu sur la carrière de Bainville-sur-Madon. Au titre de l'année 2024, 22 tirs ont été réalisés. La fréquence des tirs est d'environ toutes les 2 semaines. Lors de la visite, un plan de tir a été examiné. L'élaboration du plan de tirs, les travaux de foration, la mise en œuvre des explosifs et le déclenchement des tirs sont confiés à la société TECHMINE. Les explosifs sont fournis par TITANOBEL. La granulométrie obtenue sur ce tir est conforme à ce qui est attendu par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 5.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution de l'air
<b>Prescription contrôlée :</b>  .../... En aucun cas, la teneur en poussières ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm <sup>3</sup> . .../... Un réseau approprié de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place. Les résultats de ces mesures au moins annuelles sont communiqués à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant procède à des mesures de retombées de poussières semestriellement. La publication des résultats de ces mesures se fait via GEREPE en début d'année N+1 pour l'année N. Les valeurs mesurées ne dépassent pas la valeur de 500 mg/Nm <sup>3</sup> .  Pour 2024, la première campagne a eu lieu du 15 mai au 19 juin 2024 pour une valeur plus haute relevée à 259 mg/Nm <sup>3</sup> en zone 4.  La prochaine campagne 2024 est prévue sur la période de décembre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Prévention des pollutions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 5.5.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les 3 axes de la construction..../... Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière puis cette vérification sera effectuée périodiquement tous les ans.
<b>Constats :</b>  Chaque tir de mines fait l'objet d'un enregistrement des vibrations de façon systématique au niveau du poste électrique. Le rapport relatif aux enregistrements du tir du 1er octobre 2024 a été examiné. Les mesures faites au niveau du poste électrique ont été complétées par d'autres mesures au niveau des 2 habitations les plus proches : <ul style="list-style-type: none"><li>• poste électrique: 1,5 mm/s</li><li>• M. LOYER: 1 mm/s</li><li>• M. MULLER: 2,4 mm/s ( habitation la plus proche).</li></ul> Les résultats sont nettement inférieurs à la valeur maximale fixée à 10 mm/s.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Registres et plans**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2004, article 5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres et plans
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière est établi. .../... Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le plan d'échelle mis à jour le 16 octobre 2023. Il a fait l'objet de nouveaux relevés de niveaux et de plans orthophotos en octobre 2024 en vue de sa mise à jour annuelle au titre de l'année 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2022, article 9.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le montant des garanties financières de 550 511 € TTC se substitue à ceux fixés à l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Constats :</b>  Un acte de cautionnement établi pour un montant de 566 846 € à dater du 12 décembre 2022 est toujours en cours de validité jusqu'au 7 décembre 2026. L'exploitant répond à ses obligations en terme de garanties financières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite